

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Coaticook

Code géographique : 44037

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Habitation**

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Benoît Marquis, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Coaticook pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature



Date

2020-05-06

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Coaticook :

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de Ville de Coaticook (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

-
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A108652

Sherbrooke, 6 mai 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalizations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	10 342 294	10 777 977	10 366 322
Compensations tenant lieu de taxes	2	634 933	616 647	623 189
Quotes-parts	3		4 908	4 575
Transferts	4	950 051	4 255 780	2 820 872
Services rendus	5	14 244 740	13 708 754	14 972 441
Imposition de droits	6	225 585	642 412	339 127
Amendes et pénalités	7	120 000	162 725	132 064
Revenus de placements de portefeuille	8	29 531	83 527	38 935
Autres revenus d'intérêts	9	42 000	54 366	53 832
Autres revenus	10	159 193	243 801	905 144
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	26 748 327	30 550 897	30 256 501
Charges				
Administration générale	14	1 864 832	2 011 185	1 770 189
Sécurité publique	15	1 708 433	1 581 441	1 548 977
Transport	16	3 892 304	4 240 467	3 837 692
Hygiène du milieu	17	3 714 413	3 785 974	3 854 620
Santé et bien-être	18	154 029	198 458	118 657
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 014 289	4 285 240	4 022 757
Loisirs et culture	20	2 549 442	2 358 957	2 563 672
Réseau d'électricité	21	8 828 001	8 431 050	8 627 874
Frais de financement	22	380 666	413 987	487 837
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	27 106 409	27 306 759	26 832 275
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(358 082)	3 244 138	3 424 226
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		71 349 593	67 925 367
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		71 349 593	67 925 367
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		74 593 731	71 349 593

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 834 942	6 407 699
Débiteurs (note 5)	2	12 253 325	11 126 893
Prêts (note 6)	3	16 017	17 352
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 666 445	164 343
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	7 500	5 700
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	21 778 229	17 721 987
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 225 028	7 860 846
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 319 670	3 291 673
Revenus reportés (note 12)	12	2 004 099	785 040
Dette à long terme (note 13)	13	22 448 935	14 664 625
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	32 997 732	26 602 184
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(11 219 503)	(8 880 197)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	80 103 105	74 552 891
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 712 583	4 720 583
Stocks de fournitures	19	756 682	776 396
Autres actifs non financiers (note 17)	20	240 864	179 920
	21	85 813 234	80 229 790
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	74 593 731	71 349 593

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(358 082)	3 244 138	3 424 226
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 919 779) (	10 367 968) (	10 863 876)
Produit de cession	3		555 733	7 121
Amortissement	4	4 149 996	4 336 767	4 175 036
(Gain) perte sur cession	5		(74 746)	25 493
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	2 230 217	(5 550 214)	(6 656 226)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		8 000	106 631
Variation des stocks de fournitures	9		19 714	254
Variation des autres actifs non financiers	10		(60 944)	42 758
	11		(33 230)	149 643
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 872 135	(2 339 306)	(3 082 357)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(8 880 197)	(5 797 840)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(8 880 197)	(5 797 840)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(11 219 503)	(8 880 197)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 244 138	3 424 226
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 336 767	4 175 036
Autres			
- Gain (perte) sur cession	3	(74 746)	25 493
-	4		
	5	7 506 159	7 624 755
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 126 432)	(1 843 884)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	561 395	178 878
Revenus reportés	9	1 219 059	(143 594)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 800)	(155 600)
Propriétés destinées à la revente	11	8 000	106 631
Stocks de fournitures	12	19 714	254
Autres actifs non financiers	13	(60 944)	42 758
	14	8 125 151	5 810 198
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(9 901 366)	(11 355 860)
Produit de cession	16	555 733	7 121
	17	(9 345 633)	(11 348 739)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(1 504 177)	(7)
Remboursement ou cession	19	1 335	1 355
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(20 978)	(15 699)
Cession	21	23 053	
	22	(1 500 767)	(14 351)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	11 046 618	87 830
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 179 101)	(766 400)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(3 635 818)	7 341 943
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(83 207)	36 145
Autres			
-	27		
-	28		
	29	4 148 492	6 699 518
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 427 243	1 146 626
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	6 407 699	5 261 073
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	6 407 699	5 261 073
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	7 834 942	6 407 699

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

Société du Parc Découverte Nature de Baldwin : 100 %
Société de Développement de la Gorge de Coaticook Inc. : 100 %
Bibliothèque de Coaticook Inc. : 0 % (100 % au 31 décembre 2018)
Pavillon des Arts et de la Culture de Coaticook : 0 % (100 % au 31 décembre 2018)
Complexe industriel régional de Coaticook Inc. : 0 % (100 % au 31 décembre 2018)
Corporation de gestion de l'aréna de Coaticook : 0 % (100 % au 31 décembre 2018)

b) Partenariats

Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de la région de Coaticook : 14,1 %
Régie intermunicipale de protection incendie de la région de Coaticook : 79,84 %
Coaticook River Water Power Company : 0 % (83 % au 31 décembre 2018)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes d'amortissement, les périodes et les taux annuels suivants :

	Périodes et taux
Amortissement linéaire	
Infrastructures :	15 à 40 ans
Bâtiments :	10 à 40 ans
Améliorations locatives :	20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers -	
réseau d'électricité :	20 à 40 ans
Ameublement et équipement de bureau :	10 ans
Autres :	5 à 10 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Amortissement dégressif ou en fonction du tonnage d'enfouissement

Infrastructures - cellules d'enfouissement : selon le tonnage enfoui par rapport à la capacité d'enfouissement

Véhicules : 20 %

Machinerie, outillage et équipement divers : 10 % et 20 %

Le réseau d'électricité comprend les installations relatives à la production d'énergie électrique et à sa distribution, y compris les infrastructures, les bâtiments et leurs terrains, la machinerie, l'outillage, l'équipement divers, les véhicules, l'ameublement et l'équipement de bureau du réseau d'électricité. Ces installations sont amorties selon les méthodes, les périodes et les taux d'amortissement mentionnés ci-dessus.

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge,

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes utilisés.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des employés réguliers est un régime de retraite par financement salarial auquel participe la Ville sans en être le promoteur. Il est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Fin de l'accumulation des rentes créditées

En novembre 2018, les parties se sont entendues pour mettre fin à la participation active au régime. À compter du 1er janvier 2019, il n'est plus permis aux employés de la Ville d'adhérer ou de cotiser au régime, et l'accumulation des rentes a cessé en date du 31 décembre 2018. À compter de cette date, les employés de la Ville adhèrent au régime de retraite à financement salarial (RRFS) de la FTQ, qui devient un régime lié.

Par conséquent, tous les déficits actuels ou futurs du volet courant du régime seront assumés par la Ville à compter du 1er janvier 2019.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 7 834 942	6 408 225
Découvert bancaire	2 () ()	526)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
Autres éléments		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 7 834 942	6 407 699
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 268 605	115 675
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 2 120 918	27 750
Note		
Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées au refinancement par anticipation d'une dette à long terme.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 274 048	289 294
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 7 820 267	6 971 399
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 922 106	1 244 747
Organismes municipaux	15 153 757	79 526
Autres		
- Industries et autres	16 321 410	617 590
- Usagers réseau électricité	17 1 761 737	1 924 337
	18 12 253 325	11 126 893
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 3 249 795	3 328 117
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 3 249 795	3 328 117
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 30 789	52 797
Note		
Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette portent intérêt au taux de 2,97 % et viennent à échéance en 2037.		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
- Prêt à un organisme municipal	26 16 017	17 352
-	27	
	28 16 017	17 352
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Note

Prêt à une municipalité membre d'un partenariat, sans intérêt, encaissable par annuités de 1 335 \$, échéant en janvier 2031.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	13	13
Autres placements	31	1 666 432	164 330
	32	1 666 445	164 343
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	102 038	104 113
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les autres placements de portefeuille d'un montant de 102 038 \$ affectés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement sont composés d'épargnes à terme et d'obligations portant intérêt à des taux variant de 0 % à 5,85 % et à rendement lié aux marchés (0,75 % à 4,1 % et à rendement lié aux marchés au 31 décembre 2018), échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2029.

Les autres placements de portefeuille d'un montant de 1 564 394 \$ sont constitués de placements garantis sur mesure (Impact au féminin et Marché mondial) à des taux variant en fonction de la variation du prix des titres boursiers, échéant en septembre 2021 et en juin 2022.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	7 500	5 700
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	7 500	5 700

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	71 000	128 100
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	189 502	
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	19 791	19 791
	43	280 293	147 891

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019**2018****10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (3,95 %; 3,95 % au 31 décembre 2018) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville bénéficie d'emprunts temporaires autorisés d'un montant total de 4 717 720 \$ portant intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel (3,95 %; 3,95 % au 31 décembre 2018) et 4,38 % et renouvelables en août 2021 et en mars 2023. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la Ville.

Les organismes et un partenariat du périmètre comptable bénéficient d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 520 000 \$ portant intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel (3,95 %; 3,95 % au 31 décembre 2018) et 9,2 % (7,95 % au 31 décembre 2018) et renouvelables à différentes dates jusqu'en 2022.

Un partenariat bénéficie d'un emprunt temporaire autorisé d'un montant de 535 000 \$ portant intérêt à 4,45 % (4,45 % au 31 décembre 2018). Cet emprunt est utilisé pour le financement à court terme de projets d'investissement entrepris par le partenariat.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 612 504	2 032 047
Salaires et avantages sociaux	48	790 935	748 919
Dépôts et retenues de garantie	49	118 842	150 668
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	62 464	118 350
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus et autres	53	114 219	87 585
- Relatifs aux immobilisations	54	620 706	154 104
-	55		
-	56		
-	57		
	58	4 319 670	3 291 673

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	61 581	91 925
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	14 909	154 776
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Électricité et autres	68	662 628	515 166
- Transferts	69	1 264 981	23 173
-	70		
-	71		
	72	2 004 099	785 040

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019				2018			
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,45	4,38	2020	2024	73	22 515 269	14 709 552	
Obligations et billets en monnaies étrangères					74			
Gains (pertes) de change reportés					75			
					76			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77			
Organismes municipaux					78			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,75	3,55	2021	2029	79	76 235	14 435	
Autres					80			
					81	22 591 504	14 723 987	
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(142 569)	(59 362)	
					83	22 448 935	14 664 625	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019	
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2020	84	92	1 173 455	100	14 440	109	117 1 187 895
2021	85	93	7 842 850	101	9 812	110	118 7 852 662
2022	86	94	3 450 664	102	8 269	111	119 3 458 933
2023	87	95	454 834	103	8 269	112	120 463 103
2024	88	96	8 895 008	104	8 269	113	121 8 903 277
2025 et +	89	97	698 458	105	39 276	114	122 737 734
	90	98	22 515 269	106	88 335	115	123 22 603 604
Intérêts et frais accessoires				107	(12 100)		124 (12 100)
	91	99	22 515 269	108	76 235	116	125 22 591 504

Note

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(11 219 503)	(8 880 197)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 (	) (	)
Autres	128 (	) (	)
	129	(11 219 503)	(8 880 197)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations

		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130		158		185		212	
Eaux usées	131		159		186		213	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132		160		187		214	
Autres	133	87 239 673	161	3 701 689	188		215	90 941 362
Réseau d'électricité	134	12 070 962	162	8 208 739	189	21 018	216	20 258 683
Bâtiments	135	14 155 513	163	988 039	190	653 160	217	14 490 392
Améliorations locatives	136	469 807	164	15 570	191	10 200	218	475 177
Véhicules	137	4 266 857	165	136 436	192	72 867	219	4 330 426
Ameublement et équipement de bureau	138	1 440 545	166	31 369	193	363 673	220	1 108 241
Machinerie, outillage et équipement divers	139	5 054 746	167	184 661	194	187 224	221	5 052 183
Terrains	140	505 489	168	230 852	195	5 070	222	731 271
Autres	141	3 013 334	169	537 392	196		223	3 550 726
	142	128 216 926	170	14 034 747	197	1 313 212	224	140 938 461
Immobilisations en cours	143	12 916 062	171	(3 666 779)	198		225	9 249 283
	144	141 132 988	172	10 367 968	199	1 313 212	226	150 187 744
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145		173	2 454 616	200		227	2 454 616
Eaux usées	146		174		201		228	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147		175		202		229	
Autres	148	43 329 996	176	111 406	203		230	43 441 402
Réseau d'électricité	149	7 412 161	177	376 282	204	13 963	231	7 774 480
Bâtiments	150	6 791 000	178	325 977	205	322 459	232	6 794 518
Améliorations locatives	151	27 660	179	7 427	206	9 092	233	25 995
Véhicules	152	2 478 633	180	220 145	207	57 390	234	2 641 388
Ameublement et équipement de bureau	153	1 230 278	181	70 611	208	343 752	235	957 137
Machinerie, outillage et équipement divers	154	3 894 045	182	157 029	209	85 569	236	3 965 505
Autres	155	1 416 324	183	613 274	210		237	2 029 598
	156	66 580 097	184	4 336 767	211	832 225	238	70 084 639
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	74 552 891					239	80 103 105

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations

Coût	240	55 758	243	69 723	245		247	125 481
Amortissement cumulé	241	(15 382)	244	(7 717)	246	()	248	(23 099)
Valeur comptable nette	242	40 376					249	102 382

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	3 567 343	3 575 343
Immeubles industriels municipaux	251	1 145 240	1 145 240
Autres	252		
	253	4 712 583	4 720 583
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	4 712 583	4 720 583
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Divers	256	240 864	179 920
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	240 864	179 920
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement, d'enlèvement des ordures, de transport des matières résiduelles et autres obligations échéant à différentes dates jusqu'en 2023, à verser une somme totale de 4 987 073 \$.

19. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 984 079 \$ sur une période de 18 ans. L'échéancier de ces subventions est de 95 689 \$ en 2020, 91 591 \$ en 2021, 87 372 \$ en 2022, 83 027 \$ en 2023 et 78 553 \$ en 2024.

La Ville reçoit annuellement de différents ministères des subventions pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés pour lesquels la Ville n'a pas contracté d'emprunt. Les encaissements prévus en intérêts totalisent 502 738 \$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 63 932 \$ en 2020, 62 931 \$ en 2021, 54 275 \$ en 2022, 47 463 \$ en 2023 et 43 203 \$ en 2024.

La Ville a également conclu des contrats de location de locaux échéant en 2024, prévoyant la perception de loyers totalisant 220 844 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des prochains exercices s'élèvent à 52 069 \$ en 2020, à 52 919 \$ en 2021, à 53 372 \$ en 2022, à 30 953 \$ en 2023 et à 31 531 \$ en 2024.

20. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Coaticook. Au 31 décembre 2019, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 427 254 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Un partenariat fait l'objet d'une réclamation d'un montant d'environ 750 000 \$ pour des sommes réclamées par un entrepreneur relativement à la résiliation du contrat d'aménagement d'une plateforme de compostage et d'installation de déshydratation des boues de fosses septiques. La direction est d'avis que cette réclamation est non fondée et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Par ailleurs, le partenariat prévoit réclamer auprès de cet entrepreneur le montant des dépenses encourues à la suite du non-respect du contrat liant le partenariat et cet entrepreneur. La direction est d'avis qu'il n'est pas possible pour le moment de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

déterminer le montant final pouvant être recouvré de ces réclamations et, par conséquent, aucun actif n'a été comptabilisé aux livres à cet égard.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés et les partenariats auxquels elle participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. Flux de trésorerie

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
	\$	\$
Intérêts payés au cours de l'exercice	333 721	346 180
Intérêts reçus au cours de l'exercice	132 470	87 984

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 4 727 359 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27. Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière

Après la fin de l'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La Ville a pris et continuera à prendre des mesures à la suite de ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES

RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Réalizations 2018		Budget 2019		Réalizations 2019		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	10 245 569	10 342 294	10 539 030	10 539 030			10 539 030
2 Compensations tenant lieu de taxes	623 189	634 933	616 647	616 647			616 647
3 Quotes-parts						308 502	4 908
4 Transferts	903 643	894 064	1 225 173	1 225 173		26 091	1 251 264
5 Services rendus	10 859 484	10 975 741	10 578 251	10 578 251		3 479 415	13 708 754
6 Imposition de droits	319 127	225 585	483 652	483 652			483 652
7 Amendes et pénalités	129 791	120 000	162 725	162 725			162 725
8 Revenus de placements de portefeuille	37 715	28 000	80 005	80 005		3 522	83 527
9 Autres revenus d'intérêts	51 680	42 000	52 466	52 466		1 900	54 366
10 Autres revenus	610 191	160 000	399 255	399 255		(198 064)	201 191
11 Effet net des opérations de restructuration							
12	23 780 389	23 422 617	24 137 204	24 137 204		3 621 366	27 106 064
Investissement							
13 Taxes	120 753		238 947	238 947			238 947
14 Quotes-parts							
15 Transferts	1 762 602		2 950 505	2 950 505		54 011	3 004 516
16 Imposition de droits	20 000		158 760	158 760			158 760
17 Autres revenus							
18 Contributions des promoteurs	228 301		42 610	42 610			42 610
19 Autres							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux							
20	2 131 656	3 390 822	3 390 822	3 390 822		54 011	3 444 833
21	25 912 045	23 422 617	27 528 026	27 528 026		3 675 377	30 550 897
Charges							
22 Administration générale	1 723 257	1 817 832	1 962 258	1 962 258	48 927		2 011 185
23 Sécurité publique	1 498 535	1 647 603	1 568 025	1 568 025	10 815	332 911	1 581 441
24 Transport	2 584 681	2 639 204	2 983 125	2 983 125	1 257 342		4 240 467
25 Hygiène du milieu	2 624 695	2 489 777	2 517 592	2 517 592	1 199 564	354 679	3 785 974
26 Santé et bien-être	118 657	154 029	198 458	198 458			198 458
27 Aménagement, urbanisme et développement	1 173 899	1 118 291	1 278 905	1 278 905	89 629	2 894 054	4 285 240
28 Loisirs et culture	1 657 677	1 973 020	1 801 877	1 801 877	388 441	477 626	2 358 957
29 Réseau d'électricité	8 209 424	8 409 501	7 971 060	7 971 060	459 990		8 431 050
30 Frais de financement	456 120	338 620	380 122	380 122		33 865	413 987
31 Effet net des opérations de restructuration							
32 Amortissement des immobilisations	3 401 864	3 402 300	3 454 708	3 454 708	(3 454 708)		
33	23 448 809	23 990 177	24 116 130	24 116 130		4 093 135	27 306 759
34	2 463 236	(567 560)	3 411 896	3 411 896		(417 758)	3 244 138
Excédent (déficit) de l'exercice							
35							

1 Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Réalizations 2018		Budget 2019		Réalizations 2019	
	Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 463 236	(567 560)	3 411 896	(417 758)	3 244 138
Moins: revenus d'investissement	2	(2 131 656)	()	(3 390 822)	(54 011)	(3 444 833)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	331 580	(567 560)	21 074	(471 769)	(200 695)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	3 401 864	3 402 300	3 454 708	882 059	4 336 767
Produit de cession	5	4 556		552 153	3 580	555 733
(Gain) perte sur cession	6	24 686		(205 975)	131 229	(74 746)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	3 431 106	3 402 300	3 800 886	1 016 868	4 817 754
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	114 631		8 000		8 000
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	114 631		8 000		8 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12				1 335	1 335
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14					
	15				1 335	1 335
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(537 568)	(693 250)	(1 105 928)	(35 851)	(1 141 779)
	18	(537 568)	(693 250)	(1 105 928)	(35 851)	(1 141 779)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 726 540)	(1 919 779)	(1 564 133)	(1 254 729)	(2 818 862)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	75 000		199 909		199 909
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 710	74 800	102 043	31 725	133 768
Réserves financières et fonds réservés	22	(351 035)	(296 511)	120 257		120 257
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				169	169
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 999 865)	(2 141 490)	(1 141 924)	(1 222 835)	(2 364 759)
	26	1 008 304	567 560	1 561 034	(240 483)	1 320 551
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 339 884		1 582 108	(712 252)	1 119 856

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalizations 2018		Réalizations 2019		
		Administration municipale		Administration municipale		Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 131 656	3 390 822	54 011	3 444 833	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(51 864)	(511 229)	(3 929)	(515 158)	
Sécurité publique	3	(5 601)	()	()	()	
Transport	4	(1 221 044)	(1 633 728)	(155 487)	(1 789 215)	
Hygiène du milieu	5	(501 908)	(459 431)	()	(459 431)	
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	
Aménagement, urbanisme et développement	7	(4 329)	()	(771 737)	(771 737)	
Loisirs et culture	8	(536 890)	(5 848 605)	(468 464)	(6 317 069)	
Réseau d'électricité	9	(7 469 519)	(515 358)	()	(515 358)	
	10	(9 791 155)	(8 968 351)	(1 399 617)	(10 367 968)	
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(8 000)	()	()	()	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	8 366 000	453 013	8 819 013	8 819 013	
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	1 726 540	1 564 133	1 254 729	2 818 862	
Excédent accumulé	15	110 049	43 947	43 947	43 947	
Excédent de fonctionnement non affecté	16	349 670	421 626	421 626	421 626	
Excédent de fonctionnement affecté	17	173 812	220 218	220 218	220 218	
Réserves financières et fonds réservés	18	2 360 071	2 249 924	1 254 729	3 504 653	
	19	(7 439 084)	1 647 573	308 125	1 955 698	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(5 307 428)	5 038 395	362 136	5 400 531	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2018		2019	
	Administration municipale		Organismes contrôlés et partenariats	
			Total consolidé ¹	
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 133 137	2 074 880	7 834 942
Débiteurs (note 5)	2	10 705 414	188 401	12 253 325
Prêts (note 6)	3		16 017	16 017
Placements de portefeuille (note 7)	4		1 666 445	1 666 445
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	5 700	7 500	7 500
Autres actifs financiers (note 9)	7			
	8	13 844 251	3 945 743	21 778 229
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10	7 436 760	62 758	4 225 028
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 809 883	619 913	4 319 670
Revenus reportés (note 12)	12	626 704	577 841	2 004 099
Dettes à long terme (note 13)	13	14 056 729	1 284 464	22 448 935
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			
	15	24 930 076	30 717 031	32 997 732
	16	(11 085 825)	(12 870 270)	(11 219 503)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)				
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	17	69 299 007	74 466 472	80 103 105
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 720 583	4 712 583	4 712 583
Stocks de fournitures	19	725 304	702 029	756 682
Autres actifs non financiers (note 17)	20	151 974	212 125	240 864
	21	74 896 868	80 093 209	85 813 234
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 105 060	2 935 474	3 734 854
Excédent de fonctionnement affecté	23	2 278 692	3 262 861	5 282 486
Réserves financières et fonds réservés	24	3 343 326	3 192 548	3 192 548
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(594 500)	(566 200)	(95)
Financement des investissements en cours	26	(8 149 492)	(3 300 794)	(3 375 364)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	63 827 957	61 699 050	66 325 502
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28			
	29	63 811 043	67 222 939	74 593 731

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
Rémunération	1	3 184 253	3 200 373	4 416 525	4 618 261
Charges sociales	2	763 684	851 129	1 052 575	678 747
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	213 800	217 688	230 445	241 428
Autres biens et services	6	13 966 262	13 741 367	14 814 884	15 551 452
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	311 438	283 564	303 595	290 361
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	9	2 182	72 958	72 958	75 425
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	25 000	23 600	37 434	122 051
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	1 170 343	1 171 091	867 497	828 858
Transferts	13				
Autres	14			4 380	4 315
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	777 715	877 927	922 418	126 456
Amortissement des immobilisations	17	3 402 300	3 454 708	4 336 767	4 175 036
Autres					
- Subv. rén. urb., prog., etc	18	146 000	204 133	204 133	114 307
- Créances douteuses	19	27 200	17 592	17 592	(10 121)
- Provision post-fermeture	20			25 556	15 699
	21	23 990 177	24 116 130	27 306 759	26 832 275

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	(	)
	16	(	)
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Intérêts sur la dette à long terme	8	
Autres charges	9	
	10	
Excédent (déficit) de l'exercice	11	
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	
Placements de portefeuille	13	
Débiteurs	14	
Prêts aux entreprises	15	
Provision pour moins-value	16	() ()
	17	
	18	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	19	
Revenus reportés	20	
Dette à long terme	21	
	22	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	
Excédent (déficit) non affecté	24	
	25	

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	(	)
	21		
Autres	22		
	23		

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 734 854	5 246 339
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 282 486	3 450 395
Réserves financières et fonds réservés	3	3 192 548	3 343 326
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	566 295) (	594 585)
Financement des investissements en cours	5	(3 375 364)	(8 586 198)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	66 325 502	68 490 316
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	74 593 731	71 349 593
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 935 474	3 105 060
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	799 380	2 141 279
	11	3 734 854	5 246 339
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Refinancement de la dette	12	1 439 346	885 254
- Projets spéciaux	13	542 279	578 986
- Programme de décrétagé	14	342 736	111 036
- Gorge	15	2 341	50 000
- Ruisseau Pratt	16		54 384
- Projets divers immobilisations	17	936 159	599 032
-	18		
-	19		
-	20		
	21	3 262 861	2 278 692
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Régie de déchets	22	80 098	111 823
- Régie d'incendie	23	59 880	59 880
- Gorge	24	1 879 647	1 000 000
	25	2 019 625	1 171 703
	26	5 282 486	3 450 395
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	2 165 881	2 017 684
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	1 026 667	1 325 642
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	3 192 548	3 343 326
	48	3 192 548	3 343 326

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) (
	54 (	) (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) (
Assainissement des sites contaminés	56 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) (
Autres		
-	58 (	) (
-	59 (	) (
	60 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) (
Autres		
-	66 (	) (
-	67 (	) (
	68 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	688) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	) (
Autres		
- Autre financement	72 (	566 200) (
-	73 (	) (
	74 (	566 888) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	593
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	762
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	593
	81 (	566 295) (
	594 585)	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	108 553	161 440
Investissements à financer	83 (	3 483 917) (	8 747 638)
	84	(3 375 364)	(8 586 198)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	80 103 105	74 552 891
Propriétés destinées à la revente	86	4 712 583	4 720 583
Prêts	87	16 017	17 352
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	13	13
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	84 831 718	79 290 839
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	84 831 718	79 290 839
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	22 448 935) (	14 664 625)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	142 569) (	59 362)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	3 249 795	3 328 117
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	566 888	595 347
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	268 605	
	98 (	18 506 216) (	10 800 523)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	) (	)
	100 (	18 506 216) (	10 800 523)
	101	66 325 502	68 490 316

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées. Le régime de retraite est enregistré en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec) et auprès de l'Agence du revenu du Canada.

La description du Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Ville (ci-après le « régime de retraite ») fournie ci-dessous ne constitue qu'un résumé. Pour une information complète, on se référera au texte du régime de retraite.

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, 2014, chap. 15) (ci-après la « Loi »).

À compter du 1er janvier 2019, il n'était plus permis aux employés de la Ville d'adhérer ou de cotiser au régime, et l'accumulation des rentes a cessé en date du 31 décembre 2018. À compter de cette date, les employés de la Ville ont adhéré au régime de retraite à financement salarial (RRFS) de la FTQ, qui devient un régime lié.

Par conséquent, tous les déficits actuels ou futurs du volet courant et antérieur du régime seront assumés par le promoteur à compter du 1er janvier 2019.

En conformité avec les exigences de la Loi, l'évaluation actuarielle complète la plus récente a été effectuée au 31 décembre 2017, a été publiée le 4 février 2019 et a été déposée auprès de Retraite Québec.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 5 700	(149 900)
Charge de l'exercice	4 (71 000)	(128 100)
Cotisations versées par l'employeur	5 72 800	283 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>7 500</u>	<u>5 700</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 8 874 200	8 689 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (9 210 500)	(9 176 300)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (336 300)	(487 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 343 800	493 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 7 500	5 700
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>7 500</u>	<u>5 700</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 8 874 200	8 689 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (9 210 500)	(9 176 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (336 300)	(487 300)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	359 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	359 700
Cotisations salariales des employés	20	220 500)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	22 ()	()
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	23 47 400	139 200
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	24 13 600	(131 200)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	25	
Variation de la provision pour moins-value	26	
Autres	27	
-	28	
-	29	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 <u>47 400</u>	<u>21 600</u>
Rendement espéré des actifs	32 438 000	467 200
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 (414 400)	(360 700)
Charge de l'exercice	34 23 600	106 500
	35 <u>71 000</u>	<u>128 100</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 482 300	146 700
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (414 400)	(360 700)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 67 900	(214 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 33 900	313 100
Prestations versées au cours de l'exercice	40 369 900	344 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 8 938 700	8 405 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,00 %	4,87 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,87 %	5,46 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S.O.

	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements**Régime de retraite par financement salarial de la FTQ des employés réguliers**

Ce régime de retraite à cotisations déterminées est administré par un comité de retraite conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et ses règlements. L'âge normal de la retraite est de 65 ans et l'âge de retraite sans réduction de la rente est de 61 ans. La cotisation des employés est égale au coût du service courant, plus l'amortissement de tout déficit moins la cotisation de la Ville.

Les cotisations salariales des employés pour 2019 sont établies comme suit :

Cadres : 9,24 %

Employés : 6,82 %

La Ville contribue au régime pour un montant équivalent à celui des employés.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110	189 502	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112		
	113	<u>189 502</u>	<u> </u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115	<u> </u>	<u> </u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	<u>6</u>	<u>10</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	<u>5 871</u>	<u>5 871</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	19 791	19 791
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>19 791</u>	<u>19 791</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	7 699 034	7 890 995	7 890 995	7 589 508
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	176 644	214 516	214 516	221 926
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	7 875 678	8 105 511	8 105 511	7 811 434
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 275 022	1 247 129	1 247 129	1 265 039
Égout	11	9 000	8 486	8 486	9 315
Traitement des eaux usées	12	45 854	49 125	49 125	48 874
Matières résiduelles	13	925 330	921 246	921 246	920 598
Autres					
- Entretien égout Baldwin	14	126 000	120 154	120 154	105 687
- Entretien égout Barnston	15	16 575	16 575	16 575	16 575
- Entretien aqueduc Barnston	16	21 960	23 578	23 578	21 527
Centres d'urgence 9-1-1	17	42 000	42 351	42 351	41 736
Service de la dette	18	4 875	4 875	4 875	4 784
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21		238 947	238 947	120 753
	22	2 466 616	2 672 466	2 672 466	2 554 888
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	2 466 616	2 672 466	2 672 466	2 554 888
	27	10 342 294	10 777 977	10 777 977	10 366 322

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2019	2019	2019	2018
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28	86 261	84 385	84 385	84 913
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32	86 261	84 385	84 385	84 913
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	143 899	140 298	140 298	143 282
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	360 548	348 423	348 423	353 847
	36	504 447	488 721	488 721	497 129
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	590 708	573 106	573 106	582 042
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	15 660	15 651	15 651	14 921
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43				
Taxes d'affaires	44				
	45	15 660	15 651	15 651	14 921
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47	28 565	27 890	27 890	26 226
	48	28 565	27 890	27 890	26 226
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	634 933	616 647	616 647	623 189

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			60 042
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	229 082	480 597	276 630
Enlèvement de la neige	59	229 082		198 607
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	203 202	203 202	
Réseau de distribution de l'eau potable	69	3 000	69 605	16 500
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			20 733
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	94 000	184 986	10 741
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79	3 200		14 580
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	12 000	11 347	13 498
Promotion et développement économique	85		10 500	12 442
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	4 700	8 110	43 528
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			30 360
Autres	89	22 000	22 519	100 665
Réseau d'électricité	90	8 966	8 966	29
	91	597 064	977 313	798 355

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	332 697	332 697	1 624 431
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	298 369	298 369	128 779
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112		54 011	
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	2 319 439	2 319 439	9 392
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	2 950 505	3 004 516	1 762 602

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132	57 000			19 679
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	240 000	247 860	247 860	240 236
Fonds de développement des territoires	136				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137				
Autres	138				
	139	297 000	247 860	247 860	259 915
TOTAL DES TRANSFERTS	140	894 064	4 175 678	4 255 780	2 820 872

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	34 320	35 525	35 525
	144	34 320	35 525	35 633
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160		(70 695)	(81 971)
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161	28 000	31 067	31 067
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164		76 585	78 489
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	28 000	31 067	36 957
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			87 513
Autres	175			
	176			87 513
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	84 409	84 408	84 408
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			10 067
Autres	179			11 314
	180	84 409	84 408	84 408
Réseau d'électricité	181			103 548
	182	146 729	151 000	156 890
				223 212

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	16 100	21 929	17 504
	186	16 100	21 929	17 504
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188		14 421	4 408
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191		14 421	4 408
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	100 000	121 724	100 691
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200	100 000	121 724	100 691
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203	12 000	11 339	8 953
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205		101 518	66 487
Matières recyclables	206			
Autres	207		1 732	2 755
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210			
	211	12 000	11 339	78 195
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218	192 280	195 661	3 978 535
Autres	219			
	220	192 280	195 661	3 978 535
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	290 700	249 498	566 990
Activités culturelles				
Bibliothèques	222			
Autres	223			
	224	290 700	249 498	566 990
Réseau d'électricité	225	10 217 932	9 827 100	10 002 906
	226	10 829 012	10 427 251	14 749 229
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	10 975 741	10 578 251	14 972 441

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	228	32 000	35 208	35 208	48 455
Droits de mutation immobilière	229	173 585	373 644	373 644	195 872
Droits sur les carrières et sablières	230	20 000	233 560	233 560	94 800
Autres	231				
	232	225 585	642 412	642 412	339 127
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	233	120 000	162 725	162 725	132 064
REVENUS DE PLACEMENTS					
DE PORTEFEUILLE	234	28 000	80 005	83 527	38 935
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	235	42 000	52 466	54 366	53 832
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		205 975	74 746	(25 493)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	60 000	8 000	8 000	48 500
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240				
Contributions des organismes municipaux	241				
Autres contributions	242				
Redevances réglementaires	243				
Autres	244	190 000	227 890	161 055	882 137
	245	250 000	441 865	243 801	905 144
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	246				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2019	Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	297 685	304 536	304 536	304 536	253 405
Greffé et application de la loi	2	424 009	481 527	481 527	481 527	420 911
Gestion financière et administrative	3	392 013	334 476	48 927	383 403	422 908
Évaluation	4	146 551	152 083		152 083	156 305
Gestion du personnel	5	51 658	39 626		39 626	47 872
Autres	6	505 916	650 010		650 010	468 788
- Autres	7					
	8	1 817 832	1 962 258	48 927	2 011 185	1 770 189
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 270 493	1 180 669		1 180 669	1 145 469
Sécurité incendie	10	372 510	370 693	8 662	379 355	398 007
Sécurité civile	11	4 600	16 663	2 153	18 816	5 501
Autres	12					
	13	1 647 603	1 568 025	10 815	1 578 840	1 548 977
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 376 067	1 669 798	1 020 418	2 690 216	2 301 051
Enlèvement de la neige	15	966 919	1 055 860	29 155	1 085 015	1 027 968
Éclairage des rues	16	134 083	127 012	207 769	334 781	353 127
Circulation et stationnement	17	131 492	99 812		99 812	125 864
Transport collectif						
Transport en commun	18	30 643	30 643		30 643	29 682
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 639 204	2 983 125	1 257 342	4 240 467	3 837 692

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Budget 2019		Réalizations 2019	Réalizations 2018	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement			Total
HYGIÈNE DU MILIEU						
	Eau et égout					
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	196 417	252 106	202 841	454 947
	Réseau de distribution de l'eau potable	24	621 883	640 365	240 904	881 269
	Traitement des eaux usées	25	277 678	255 050	306 809	561 859
	Réseaux d'égout	26	385 061	353 007	326 125	679 132
	Matières résiduelles					
	Déchets domestiques et assimilés					
	Collecte et transport	27	199 823	205 324	205 324	207 825
	Élimination	28	157 800	155 002	155 002	164 131
	Matières recyclables					
	Collecte sélective					
	Collecte et transport	29	363 892	364 402	7 286	371 688
	Tri et conditionnement	30	50 357	50 357		50 357
	Matières organiques					
	Collecte et transport	31	180 866			
	Traitement	32	56 000	182 262		182 262
	Matériaux secs	33		59 717		59 717
	Autres	34				6 924
	Plan de gestion	35				
	Autres	36				
	Cours d'eau	37			53 384	53 384
	Protection de l'environnement	38			13 216	43 054
	Autres	39			48 999	48 999
		40	2 489 777	2 517 592	1 199 564	3 717 156
						3 785 974
						3 854 620
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
	Logement social	41	49 000	97 684		97 684
	Sécurité du revenu	42				
	Autres	43	105 029	100 774		100 774
		44	154 029	198 458		198 458
						118 657
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
	Aménagement, urbanisme et zonage	45	353 662	345 571	25 557	371 128
	Rénovation urbaine					
	Biens patrimoniaux	46				
	Autres biens	47	146 000	204 133		204 133
	Promotion et développement économique				61 106	
	Industries et commerces	48	344 781	344 709		405 815
	Tourisme	49	114 813	211 610		3 128 316
	Autres	50				
	Autres	51	159 035	172 882	2 966	175 848
		52	1 118 291	1 278 905	89 629	4 285 240
						1 368 534
						4 022 757

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53		299 959		299 959	299 959	350 916
Patinoires intérieures et extérieures	54	315 289	144 280		144 280	144 280	157 789
Piscines, plages et ports de plaisance	55	233 516					
Parcs et terrains de jeux	56	649 594	545 728	355 907	901 635	901 635	842 901
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	166 800	173 846		173 846	173 846	175 086
	60	1 365 199	1 163 813	355 907	1 519 720	1 519 720	1 526 692
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	144 183	131 716		131 716	164 594	143 445
Bibliothèques	62	325 522	317 505	9 455	326 960	462 721	554 000
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	138 116	188 843	23 079	211 922	211 922	339 535
	66	607 821	638 064	32 534	670 598	839 237	1 036 980
	67	1 973 020	1 801 877	388 441	2 190 318	2 358 957	2 563 672
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68	8 409 501	7 971 060	459 990	8 431 050	8 431 050	8 627 874
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	313 620	328 748		328 748	346 828	328 715
Autres frais	70		27 774		27 774	29 725	37 071
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		23 600		23 600	23 600	106 500
Autres	72	25 000				13 834	15 551
	73	338 620	380 122		380 122	413 987	487 837
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Coaticook

Code géographique : 44037

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Habitation**

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	102 091	102 091	32 051
Usines de traitement de l'eau potable	2	238 005	238 005	125 631
Usines et bassins d'épuration	3	114 222	114 222	93 846
Conduites d'égout	4	141 156	141 156	137 181
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 547 833	1 547 833	1 270 445
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	310 733	310 733	237 617
Autres infrastructures	11	54 541	129 111	172 875
Réseau d'électricité	12	524 142	524 142	7 452 435
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	261 502	261 502	57 484
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 408 541	5 877 005	258 231
Améliorations locatives	15		15 570	60 872
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	66 841	96 652	67 971
Ameublement et équipement de bureau	18	18 277	29 823	26 930
Machinerie, outillage et équipement divers	19	112 548	202 380	116 848
Terrains	20	9 501	240 353	5 070
Autres	21	58 418	537 390	748 389
	22	8 968 351	10 367 968	10 863 876

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau
développement

Conduites d'eau potable	23	102 091	102 091	32 051
Usines de traitement de l'eau potable	24	238 005	238 005	125 631
Usines et bassins d'épuration	25	114 222	114 222	93 846
Conduites d'égout	26	141 156	141 156	137 181
Autres infrastructures	27	1 913 107	1 987 677	1 680 937
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	6 459 770	7 784 817	8 794 230
	34	8 968 351	10 367 968	10 863 876

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1		268 605		268 605
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	2 210 896	189 697	(65 420)	2 466 013
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 661 149		219 715	3 441 434
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	5 523 825	8 629 316	987 484	13 165 657
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	11 395 870	9 087 618	1 141 779	19 341 709
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 328 117		78 322	3 249 795
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 328 117		78 322	3 249 795
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 328 117		78 322	3 249 795
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 328 117		78 322	3 249 795
	19	14 723 987	9 087 618	1 220 101	22 591 504
Dettes en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	14 723 987	9 087 618	1 220 101	22 591 504

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	21 296 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	3 409 345
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	2 466 013
--	---	-----------

Débiteurs	9	3 249 795
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	108 553
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	18 880 984
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

16	1 101 469
----	-----------

Endettement net à long terme	17	19 982 453
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	427 254
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	20 409 707
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

24	
----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	20 409 707
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	9 315 022
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1	31 139	31 139	31 139	32 968
Évaluation	2	88 646	88 646	88 646	87 696
Autres	3	247 818	248 567	248 567	261 518
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	370 269	370 269	66 675	47 948
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	20 643	15 321	15 321	14 841
Autres	10	10 000	15 322	15 322	14 841
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				4 390
Matières résiduelles	12	50 357	50 357	50 357	42 745
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17	4 615	4 615	4 615	8 743
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	61 553	61 553	61 553	56 519
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	210 012	210 012	210 012	149 662
Autres	21				37 328
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	52 736	52 736	52 736	49 467
Activités culturelles	23	22 555	22 554	22 554	20 192
Réseau d'électricité					
	24				
	25	1 170 343	1 171 091	867 497	828 858



AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	8 945 410	9 741 176
Frais de financement	4	22 941	49 979
Autres	5		
	6	8 968 351	9 791 155

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	5,00	34,00	8 840,00	435 413	556 647
Professionnels	2	5,00	40,00	10 400,00	405 044	517 821
Cols blancs	3	10,00	34,00	18 304,00	449 518	574 679
Cols bleus	4	24,00	40,00	49 920,00	1 721 945	2 158 487
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	44,00		87 464,00	3 011 920	3 807 634
Élus	9	7,00			188 453	243 868
	10	51,00			3 200 373	4 051 502

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
Réseau de distribution de l'eau potable	849	88 914	211 455		301 218
Traitement des eaux usées					
Réseaux d'égout					
Autres	1 202 857	1 329 729	1 341 874		3 874 460
	1 203 706	1 418 643	1 553 329		4 175 678

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1	6 387	21 300
Évaluation	2		
Autres	3	4 027	10 650
	4	10 414	31 950
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	27 371	36 243
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	27 371	36 243
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	168 819	172 877
Réseau de distribution de l'eau potable	17	3 782	25 021
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	12 426	12 686
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	185 027	210 584
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 360	10 650
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	54 563	48 687
Autres	34		
	35	56 923	59 337
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	20 192	10 650
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	3 036	29 976
	39	23 228	40 626
Réseau d'électricité			
	40	77 159	77 380
	41	380 122	456 120

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Non audité		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1	4 282 400	3 618 490	3 789 794
Générale et institutionnelle	2	2 154 532	1 833 635	2 097 624
Industrielle	3	3 535 000	4 084 666	4 111 822
Autres	4			
Autres revenus	5	246 000	290 308	324 665
	6	10 217 932	9 827 099	10 323 905
Charges				
Achat d'énergie	7	6 700 000	6 045 185	6 775 201
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9	1 848 881	2 063 722	1 577 299
Autres frais	10			
Frais de financement	11		77 159	77 380
Amortissement des immobilisations	12	418 500	459 990	418 450
	13	8 967 381	8 646 056	8 848 330
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(139 380)	(137 847)	(143 076)
	15	8 828 001	8 508 209	8 705 254
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales				
	16	1 389 931	1 318 890	1 618 651
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	17	418 500	459 990	418 450
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21	418 500	459 990	418 450
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	(132 051)	(620 723)	(128 953)
	24	(132 051)	(620 723)	(128 953)
Affectations				
Activités d'investissement	25	(246 355)	(214 093)	(179 668)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28	(15 250)	461 540	(15 600)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31	(261 605)	247 447	(195 268)
	32	24 844	86 714	94 229
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	33	1 414 775	1 405 604	1 712 880

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Simon Madore	42 577	42 942
Guyline Blouin	14 197	7 098
Sylviane Ferland	14 197	7 098
Vincent Brochu	14 197	7 098
Guy Jubinville	14 197	7 473
Gaétan Labelle	14 197	8 820
Denis Hébert	14 197	7 614

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre
1 _____ 4 727 359 \$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?
2 ☐ 3 ☐ 4 ☒

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?
5 ☒ 6 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019
7 _____ 93 693 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?
8 ☒ 9 ☐
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.
10 ☐ 11 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019
12 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
13 ☒ 14 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019
15 _____ 25 647 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
16 ☐ 17 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019
18 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
19 ☐ 20 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019
21 _____ \$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON**

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

22 ☐23 ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

24 ☐25 ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:

a) du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

26 ☐27 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

28 _____ \$

b) du paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

29 ☐30 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

31 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

32 ☒33 ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

34 _____ 76 088 \$

b) autres formes d'aide

35 _____ 39 191 \$

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019

36 _____

Facteur comparatif de 2019

37 _____

Valeur uniformisée

38 _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 458 164 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 479 752 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 315 744 \$

- b) Dépenses d'investissement

42 \$

- c) Total des frais encourus admissibles

43 795 496 \$

- d) Description des dépenses d'investissement :

- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

44 20-04-35363

- b) Date d'adoption de la résolution

45 2020-04-14

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**

46 ☒

47 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution

48 19-04-34927

- b) Date d'adoption de la résolution

49 2019-04-08

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50	51
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52 _____	
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53 _____	
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54 _____	
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55 _____	
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56 _____	
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57 _____	
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58 _____	
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59 _____	
- une blessure grave	60 _____	
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61 _____	

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Coaticook

Code géographique : 44037

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Habitation**

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de
Ville de Coaticook

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de Ville de Coaticook (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A108652
Sherbrooke, 6 mai 2020

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	10 777 977
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>115 279</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	115 279
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	863 838
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	42 351
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>9 987 067</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	884 381 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>896 815 900</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>890 598 700</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 1 2 1 4 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Coaticook

Code géographique : 44037

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	8 025 909
------------------------	---	-----------

Taxes spéciales

Service de la dette

2

Activités de fonctionnement

3

Activités d'investissement

4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette

5

205 746

Activités de fonctionnement

6

Activités d'investissement

7

Autres

8

8 231 655

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau

10

429 952

Égout

11

429 952

Traitement des eaux usées

12

233 625

Matières résiduelles

13

1 263 730

Autres

- Entretien rural égout

14

159 756

- Fosses septiques

15

51 227

-

16

Centres d'urgence 9-1-1

17

Service de la dette

18

4 794

Pouvoir général de taxation

19

Activités de fonctionnement

20

Activités d'investissement

21

2 573 036

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative

23

Autres

24

25

2 573 036

10 804 691

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	85 334
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	738
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	86 072
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	136 167
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	341 174
	9	477 341

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	563 413

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	14 891
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	786
Taxes d'affaires	17	
	18	15 677

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	26 317
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	2 485
	21	28 802

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	607 892

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité
Taxes sur la valeur foncière
Taxes générales

Taxe foncière générale (taux unique)

Taxe foncière générale (taux variés)

Résiduelle (résidentielle et autres)

Immeubles de 6 logements ou plus

Immeubles non résidentiels

Immeubles industriels

Terrains vagues desservis

Immeubles non résidentiels

Autres

Immeubles agricoles

Total

Taxes spéciales

Service de la dette (taux unique)

Service de la dette (taux variés)

Résiduelle (résidentielle et autres)

Immeubles de 6 logements ou plus

Immeubles non résidentiels

Immeubles industriels

Terrains vagues desservis

Immeubles non résidentiels

Autres

Immeubles agricoles

Total

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
1	X	2	/100\$	3			
4	623 949 710	X	5	0.8100 /100\$	6		5 053 993
7		X	8	/100\$	9		
10	81 432 040	X	11	1.5580 /100\$	12		1 268 711
13	33 807 350	X	14	1.6200 /100\$	15		547 679
16		X	17	/100\$	18		
19	2 887 100	X	20	1.1340 /100\$	21		32 740
22	147 918 200	X	23	0.7600 /100\$	24		1 124 178
25					26 (	27 (	28 (
					29	(1 392)	8 025 909
30	X	31	/100\$	32			
33	X	34	/100\$	35			
36	X	37	/100\$	38			
39	X	40	/100\$	41			
42	X	43	/100\$	44			
45	X	46	/100\$	47			
48	X	49	/100\$	50			
51	X	52	/100\$	53			
54				55 (	56 (	57 (	58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 () 27 ()	28	29	

Taxes spéciales

Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 () 56 ()	57	58	

**Valeur locale
imposable**

Taxe d'affaires sur la valeur locale	59	X 60	% 61	62 () 63 ()	64	65	
---	----	------	------	---------------	----	----	--

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	, \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	2 8 8 , 0 0 \$
Traitement des eaux usées	4	6 0 , 0 0 \$
Matières résiduelles	5	2 1 3 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Entretien égout - Lac Lyster	4 794,0000	4	Sectoriel
Eau et égout - Secteur route 141	420,0000	4	
Entretien et égout - Secteur route 141	245,0000	4	
Taxe usine de traitement d'eau MB	0,0350	1	Sectoriel
Prolongement aqueduc route 141	0,2100	1	Sectoriel

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	10 804 691
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>76 000</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	76 000

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	890 571
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>9 990 120</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 889 994 400

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 1 2 2 5 /100 \$

563

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 268 711	547 679		32 740	359 210	1 124 178
De secteur	2	29 096	39 713			12 677	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	4 794					
Autres	5	235 009	128 683			123 256	411 118
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 537 610	716 075		32 740	495 143	1 535 296

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9 4 693 391			8 025 909
De secteur	10 124 260			205 746
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			4 794
Autres	13 1 670 176			2 568 242
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16 6 487 827			10 804 691

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☒	5 ☐
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 ☐	7 ☒	8 ☐
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 ☐	10 ☒	11 ☐
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☐	14 ☒
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☐	17 ☒
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☐	20 ☒
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☒	24 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	25	950 324 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-09	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>27 138 547 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>1 215 917 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>479 205 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>\$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☒	4 ☐	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	